

Allocution de François Asselineau à l'occasion du 17 juin 2020

Mes chers compatriotes,

En ce 18 juin 2020, de nombreux dirigeants politiques vont commémorer le 80^e anniversaire du 18 juin 1940.

Voilà certes une activité honorable.

Elle fait davantage chaud au cœur que de voir ces dirigeants politiques – parfois les mêmes ! - se précipiter pour aller présenter leurs devoirs à la chancelière allemande ou au président des États-Unis à peine ont-ils été élus à l'Élysée.

Mais, au-delà de l'acte symbolique qui est - il faut le dire - à la portée de tout le monde, et que l'on peut suspecter de n'être qu'une opération de récupération et de communication à visée électoraliste, la question se pose de savoir : qu'est-ce qu'être fidèle à l'Appel du 18 juin aujourd'hui ?

Peut-on décemment aller déposer une gerbe ici où là pour célébrer l'acte fondateur de la France Libre, tout en contribuant activement - ou en laissant faire sans réagir - l'asservissement de la France à des forces étrangères et la destruction de tout ce qui a fait notre spécificité historique ?

Car enfin, à la base de l'Appel du 18 juin, il y a un refus fondamental. Celui de voir la France trahie et asservie à l'étranger.

C'est d'ailleurs l'auteur de cet Appel qui l'avait dit lui-même. À l'été 1940 à Londres, l'un des premiers compagnons qui avait rallié la France Libre avait demandé à Charles de Gaulle si son refus de rester auprès des autorités françaises de l'Armistice avait été fondé plutôt sur le sens de l'honneur ou plutôt sur le bon sens.

Le général lui avait répondu tout de go : **« C'était beaucoup plus simple que cela : j'ai eu sous les yeux le spectacle de la trahison et, dans le cœur, le refus dégoûté de lui reconnaître la victoire ... Voilà tout ! »**

Mais les choses sont-elles si simples ?

Dans quel état d'esprit faut-il être pour lancer la Résistance ?

Dans ses *Mémoires de guerre*, Charles de Gaulle a commenté l'état d'esprit dans lequel il était lorsqu'il a lancé son appel du 18 juin :

« À mesure que s'envolaient les mots irrévocables je sentais en moi même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée. À 49 ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. »

Une dizaine d'années plus tard, au début des années 1950, André Malraux rendit visite à de Gaulle à Colombey et le général lui lut les premiers chapitres des *Mémoires de guerre* dont il venait d'achever la rédaction. Malraux, qui était un écrivain avant tout, fit remarquer à de Gaulle que son texte était certes magnifique, mais qu'il ne rendait pas compte des débats intérieurs terribles qui avaient dû agiter son esprit le 17 juin 1940.

Car Malraux se doutait que prendre la décision de quitter la France pour Londres pour y appeler à refuser l'armistice n'avait pas dû être si facile, puisque cela revenait à entrer en rébellion contre le pouvoir politique et militaire.

Malraux se demandait comment celui qui allait créer la France Libre avait envisagé, dans sa tête, l'idée de rompre avec tout son milieu amical et professionnel, et le risque d'être traduit devant le Conseil de guerre. De fait, de Gaulle fut ensuite condamné à mort par contumace à deux reprises par les autorités de Vichy.

C'est le journaliste Jean Lacouture qui raconte cette anecdote dans sa biographie de de Gaulle : lorsque Malraux posa la question à de Gaulle sur ce qui lui avait traversé la tête le 17 juin 1940, celui qui allait se rendre immortel en devenant l'Homme du 18 juin lui prit les mains et lui répondit d'une voix grave et en détachant les syllabes :

« Mais, Malraux, ce fut épouvantable... ! »

Mais alors, si ce choix fut « épouvantable », pourquoi de Gaulle finit-il par s'y résoudre ?

C'est là qu'entre toute l'alchimie de la personnalité de cet homme né en 1890 à Lille dans un milieu monarchiste. Car s'il était né dans un milieu aux valeurs traditionnelles, s'il avait embrassé la carrière militaire, il n'en était pas moins un original et un rebelle dans l'âme.

En 1912, le lieutenant de Gaulle qui avait été appelé à servir dans le régiment de Arras commandé par le colonel Pétain avait rempli ses carnets de notes vantant le mouvement et l'assaut, seuls capables selon lui de remporter la guerre. À seulement 22 ans, il entra ainsi déjà en complète dissidence intellectuelle par rapport aux positions de Pétain, qui était un théoricien de la primauté du feu sur l'offensive.

En 1917, à 27 ans, s'exprimant devant un parterre d'officiers supérieurs au Fort d'Ingolstadt, le capitaine de Gaulle n'avait pas craint de dénoncer les erreurs stratégiques et tactiques du haut commandement, depuis Charleroi jusqu'à la guerre de tranchées, et de stigmatiser la bêtise meurtrière de la stratégie dite du « grignotage ».

En 1924, à l'École de guerre, le capitaine de Gaulle avait soutenu qu'il fallait conduire la guerre au gré des circonstances et s'était ainsi opposé frontalement à l'enseignement officiel, dispensé par le professeur de tactique générale, qui posait pour principe de définir un comportement de terrain a priori.

En 1927, revenant à l'École de guerre, de Gaulle avait prononcé 3 conférences sur le commandement en faisant « l'éloge du caractère » alors qu'il s'adressait à un parterre d'officiers auxquels ont été inculqué avant toute chose le respect de la discipline.

En 1928, de Gaulle fut sollicité par Pétain pour qu'il lui écrive une « histoire du soldat français à travers les âges » que lui, Pétain, signerait. Mais de Gaulle prétendit rédiger ce texte lui-même et s'en proclamer l'auteur.

En 1934, le lieutenant-colonel de Gaulle avait publié, sans demander la moindre autorisation à ses supérieurs, son ouvrage « vers l'armée de métier », qui est un ouvrage de doctrine contredisant totalement l'enseignement officiel. Il était ainsi entré en guerre ouverte avec la hiérarchie militaire – Pétain, Weygand, Gamelin - et il avait mobilisé en sa faveur et contre le conservatisme de l'état major, des parlementaires non conformistes comme Paul Reynaud et des députés de gauche comme Marcel Déat ou Léo Lagrange.

En 1938, de Gaulle ressort son texte de 1928 sur le soldat qu'il avait rédigé 12 ans plus tôt à la demande de Pétain et que celui-ci avait enterré à la suite de leur querelle sur la signature de l'ouvrage. Cette fois-ci, de

Gaulle le publie sous son nom et l'intitule « La France et son armée », ce qui achève de le brouiller définitivement avec Philippe Pétain.

En janvier 1940 alors que la France est en état de guerre, le colonel de Gaulle fait distribuer une lettre dénonçant auprès de 80 personnalités politiques et militaires l'incapacité et l'aveuglement de l'état major. Et il somme les destinataires d'intervenir au plus tôt pour contraindre le haut commandement à adopter une stratégie contraire à celle fixée ! Normalement, cela aurait dû lui valoir la mise à pied immédiate car De Gaulle est en fait un colonel qui crie face à l'ennemi « vos chefs sont des incapables et vous êtes désarmés » !

Le 24 mai 1940, alors que la bataille fait rage et que le colonel de Gaulle vient de prouver le 17 mai à Montcornet près de Laon que, dotée de chars moyens et de chars lourds, l'armée française peut faire face aux panzers d'Adolf Hitler, il se précipite chez le général Touchon qui commande la 6e armée et il lui réclame de se voir confier 2 ou 3 autres divisions pour tenter d'opérer la jonction entre les armées du centre et celle du Nord. Cela suppose un bouleversement complet du plan de bataille que Weygand est en train de substituer à celui de Gamelin !!! Et cela alors que de Gaulle n'est encore qu'un simple colonel.

Le 6 juin, Paul Reynaud promeut de Gaulle au grade de général de brigade et le fait entrer au gouvernement comme sous-secrétaire d'État à la Guerre et à la Défense nationale, et cela malgré l'opposition de plusieurs membres du gouvernement.

Les 11 et 12 juin, au château du Muguet à Briare, devant Winston Churchill, Charles de Gaulle prend fait et cause pour la résistance à l'Allemagne se démarque ainsi de Pétain, Weygand et Gamelin ce que Winston Churchill ne manque pas de remarquer.

Enfin, le 16 juin 1940 alors qu'il entame à Londres sa dernière mission en tant que membre du gouvernement, le général de Gaulle ose, sans en référer à son ministre, faire détourner vers l'Angleterre un navire – « le pasteur » - transportant en France un important arsenal vendu par les États-Unis à la France.

Donc si de Gaulle a tranché - malgré l'épouvante ressentie le 17 juin 1940 – pour la rupture définitive et la rébellion suprême, ce n'était pas le fruit du hasard. C'est parce que c'était dans sa personnalité même, et depuis son adolescence, d'être un « rebelle », d'être « l'Homme qui dit Non ».

Comme l'explique Jean Lacouture, si de Gaulle est parti pour Londres, ce n'est pas seulement parce que fut adoptée à Bordeaux une politique contraire à ce qu'il estime être l'honneur et l'intérêt du pays : la demande d'armistice à l'Allemagne.

C'est aussi parce que de Gaulle était un homme prêt à tout pour défendre l'idéal de sa vie : un État exprimant et servant, par les voies et les idéologies les plus diverses, l'immuable et l'immortelle nation française.

Et l'on me permettra ici une remarque : comment Macron – qui est l'antithèse même de ce profil psychologique – peut-il oser commémorer la bataille de Montcornet puis l'Appel du 18 juin 1940 ? Quand, dans quelles circonstances, Macron a-t-il mis sa carrière professionnelle en jeu, mis sa vie en jeu, pour défendre la souveraineté inaliénable de la France ?

Réponse : JAMAIS.

En conclusion

J'aimerais citer ici la remarque rapportée par Alain Peyrefitte suite au scandale planétaire créé par de Gaulle lors de sa visite au Québec en 1967 et de sa célèbre phrase « Vive le Québec libre ! ».

Pour justifier cet esclandre, l'Homme du 18 juin avait confié cette pensée profonde à son jeune ministre :
« Rien n'est jamais définitivement perdu dans la vie des peuples, si leurs dirigeants ne s'abandonnent pas aux fausses fatalités de l'Histoire ».

Eh bien, c'est cela l'esprit du 18 juin : les Français ne doivent jamais s'abandonner aux fausses fatalités de l'Histoire.

La gerbe commémorative à l'Appel du 18 juin, je souhaite la déposer dans le cœur et dans l'esprit de chaque Français qui m'écoute.

L'Appel du 18 juin, c'est le combat millénaire pour l'indépendance de la France.

Tous les pays du monde rêvent d'indépendance et la célèbrent.

Mais aujourd'hui nous ne sommes plus indépendants, nous sommes mis sous une triple tutelle : celle de l'Union européenne, celle de l'euro et celle de l'OTAN.

Être fidèle à la lettre et à l'esprit de l'Appel du 18 juin, c'est refuser cette tripe et fausse fatalité de l'Histoire.

Cela fait bien longtemps que l'Appel du 18 juin, cet appel à la mobilisation de tous pour sauver la patrie en danger de mort - n'a jamais eu autant de sens qu'aujourd'hui.

Françaises, Français, arrivez vous à ressentir cet appel ?

Comprenez-vous bien que vous êtes appelés vous aussi à libérer notre pays des tutelles étrangères qui l'étouffent et le détruisent ?

Ressentez vous ce devoir patriote ?

Comprenez-vous que ce combat est toujours d'actualité et que notre mobilisation est indispensable.

Au fond de vous-même, interrogez vous !

Allez-vous laisser mourir la France en suivant des responsables politiques qui captent sans vergogne l'héritage de Charles de Gaulle pour faire une politique d'abandon national, comparable à celle de Pétain ?

Ou bien allez-vous répondre à cet appel en comprenant que, de nos jours, l'Appel du 18 juin se confond avec l'appel pour le Frexit ?

Vive la République !

Vive la France !